

ment pour la négociation de traités de commerce avec les pays étrangers. Il ne faudrait pas considérer ce crédit comme la ratification de ces résolutions par le Parlement canadien et surtout comme l'approbation de la teneur des résolutions adoptées par la conférence impériale de l'année dernière. Les ressources du Canada sont des ressources nationales et il faut les considérer ainsi. Il faut bien se garder de rien faire qui porte atteinte ou préjudice à la grande tâche qui s'imposera aux hommes d'état de l'empire, à la paix.

L'hon. M. LEMIEUX: J'espérais que le premier ministre (sir Robert Borden), avant son départ pour l'Angleterre, donnerait à la Chambre un précis des buts de sa visite à Londres où il doit prendre part aux délibérations de la prochaine conférence impériale. Il nous avait promis d'éclairer la Chambre à cet égard; mais il ne l'a pas fait. Il nous avait en outre promis de nous faire connaître ceux des ministres qui devaient l'accompagner dans sa mission. Je tiens à appuyer sur les observations de mon honorable ami de Kamouraska (M. Lapointe). Je ne m'oppose pas à ce que le premier ministre et ses collègues prennent part aux délibérations de la conférence impériale, pourvu que cette conférence n'adopte aucune décision sans avoir obtenu au préalable le consentement parfaitement libre du peuple canadien. La conférence de l'année dernière s'est tenue à Londres et on y a discuté plusieurs questions de haute importance. En premier lieu, on y a délibéré le projet de défense navale et on a invité l'amirauté à préparer immédiatement après la guerre le projet qu'elle considérerait le plus propre à la défense navale de l'empire. Je ne désire nullement soulever de débat, ce soir, sur la question de la défense navale; mais encore que nous ne soyons pas opposés à ce que nos hommes d'état discutent avec les autorités impériales les besoins de la guerre, j'observerai que le moment n'est pas encore arrivé de s'avancer plus loin sur cette voie et d'engager le crédit du Canada et des autres Dominions pour l'exécution d'un futur programme de défense navale.

Il fut décidé d'autres points au sujet de la situation militaire, comme, par exemple, l'uniformité des types, l'instruction militaire, la question des ressources impériales, soulevée par le député de Kamouraska, et le traitement de faveur, si dangereux à discuter à l'heure actuelle, parce que, la guerre terminée, la politique de préférence entre l'empire britannique d'un côté, et le reste de l'univers de l'autre, engendrera une situation fort complexe.

[M. Lapointe, Kamouraska.]

M. le PRESIDENT: Je crois que l'honorable député pêche contre le règlement.

L'hon. M. LEMIEUX: Monsieur le président, je suis justement sur le point de terminer mes remarques, et il est à propos que mon très honorable ami nous dise quelques mots de la visite qu'il projette, car nous voici arrivés à la dernière heure de la session sans avoir eu d'explication sur cette si importante question. Je vais être bref, et je n'irai même pas plus loin si monsieur le Président veut bien me laisser dire tout simplement ceci: Nous sommes tous fiers d'appartenir à l'empire britannique, mais nous sommes tous Canadiens, et comme Canadiens et libres sujets britanniques nous espérons qu'à la prochaine conférence impériale les intérêts du Canada ne seront pas mis en péril. De même que plusieurs autres Canadiens, je vois avec alarme la constante agitation de ces Round Table Clubs, de ces cercles impériaux, et la réunion de ces créateurs de constitutions impériales. Je me rappelle qu'il y a plusieurs années, M. Chamberlain . . .

M. le PRESIDENT: Je le regrette beaucoup, mais je vais être obligé de prier l'honorable député d'abandonner ce sujet. Il pêche absolument contre le règlement en discutant ces questions à l'occasion de ce crédit. J'ai rappelé plusieurs jeunes députés au respect du règlement et je dois faire la même chose à l'égard du député de Maisonneuve.

L'hon. M. LEMIEUX: Ne regrettez rien, monsieur le président, je vais me soumettre de bonne grâce à votre décision, mais je voudrais, auparavant, me rendre à la fin de mes remarques. Que les représentants du Gouvernement canadien qui assisteront à la conférence impériale travaillent, de concert avec les autorités britanniques, à assurer la victoire aux alliés, mais qu'ils n'aillent pas mettre en péril les intérêts du Canada par de chimériques projets d'impérialisme. A l'heure actuelle, le monde entier est contre l'impérialisme.

L'hon. M. MURPHY: Avant que l'item soit adopté, nous voudrions savoir qui va être choisi pour cette mission.

Le très hon. sir GEORGE FOSTER: Si mon honorable ami veut bien nous laisser procéder, afin que nous puissions hâter la réalisation de l'objet que nous avons en vue . . .

L'hon. M. LEMIEUX: Pas d'obstruction.